

Gemeentebelastingen (huisvuil, riolering,...)

**650 Schuldlasten**

Schuldlasten op lange termijn

Schuldlasten op korte termijn

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie 98/2 betreffende de toepassing van het decreet van 17 oktober 1997 tot vaststelling van de regels voor de erkenning en de toekenning van subsidies aan de Centra voor globale sociale actie.

Brussel, op 24 september 1998.

Namens het College :

Ch. PICQUE,

Lid van het College, belast met Bijstand aan Personen.

H. HASQUIN,

Voorzitter van het College.



F. 98 — 2918

[S - C - 98/31436]

**24 SEPTEMBRE 1998. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté du 25 janvier 1996 fixant les critères et les modalités d'interventions dans l'aide matérielle individuelle indispensable à l'intégration sociale ou professionnelle des personnes handicapées**

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu les articles 138 et 178 de la Constitution;

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 8, modifié par l'arrêté royal n° 88 du 11 novembre 1967;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 83, § 3, modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu l'article 4, 1°, des décrets des 19 et 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, notamment les articles 6, 9° et 14°, 8 et 30;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 25 janvier 1996 fixant les critères et modalités d'interventions dans l'aide matérielle individuelle indispensable à l'intégration sociale ou professionnelle des personnes handicapées, notamment l'article 13, alinéa 1<sup>er</sup>, et l'annexe, modifié par les arrêtés des 27 juin 1996 et 22 mai 1997;

Considérant qu'il convient d'une part, d'adapter les dispositions reprises à l'annexe de l'arrêté relatif à l'aide matérielle individuelle à l'évolution des techniques disponibles et à leurs coûts, et d'autre part, de modifier certains critères et modalités des interventions accordées aux personnes handicapées dans le cadre de l'accompagnement pédagogique dont ils peuvent bénéficier;

Vu l'avis de la Section « Personnes handicapées » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé du 2 avril 1998;

Vu l'avis de l'inspecteur des Finances, donné le 12 mai 1998;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du Budget, donné le 16 juin 1998;

Vu la délibération du Collège du 18 juin 1998 sur la demande d'avis dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 22 juillet 1998, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de l'Aide aux personnes,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution en vertu de l'article 138 de celle-ci.

**Art. 2.** A l'article 13, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 25 janvier 1996 fixant les critères et les modalités d'interventions dans l'aide matérielle indispensable à l'intégration sociale ou professionnelle des personnes handicapées, le mot « éventuellement » est supprimé.

**Art. 3.** Le point 1.2. de l'annexe du même arrêté est complété par l'alinéa suivant :

« A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1999, la formule d'indexation annuelle au 1<sup>er</sup> janvier (année n) est modifiée de la manière suivante :

Montant appliqué au 31 décembre de l'année n-1 x indice-santé du mois de décembre de l'année n-1 ».

indice-santé du mois de décembre de l'année n-2

**Art. 4.** Le point 2.1.1.b) de l'annexe du même arrêté est complété par les mots suivants : « ou par une prescription motivée émanant d'un médecin-spécialiste de la vue. »

**Art. 5.** Le point 2.1.2. de l'annexe du même arrêté est complété par la phrase suivante : « Ce montant ne s'applique pas au modèle muni d'une caméra pour le tableau. »

**Art. 6.** Le point 2.2 de l'annexe du même arrêté est abrogé.

**Art. 7.** Au point 2.3 de l'annexe du même arrêté, les mots « Phonic Ear, Oticon et appareils analogues » sont remplacés par les mots : « Transmetteur de son sans fil - Appareillage FM ».

**Art. 8.** Au point 2.4 de l'annexe du même arrêté, le mot « Miniphonator » est remplacé par le mot « Transmetteur vibro-tactile ».

**Art. 9.** Au point 2.5.2.2. de l'annexe du même arrêté, le montant de «12 000 F.» est remplacé par le montant « 8 500 F.»

**Art. 10.** Au point 2.7.1 c) de l'annexe du même arrêté, la phrase « Dans tous les cas, une prescription d'un médecin-spécialiste est requise » est remplacée par la phrase « Le cas échéant, une prescription médicale peut être réclamée ».

**Art. 11.** Au point 2.7.2 de l'annexe du même arrêté, les modalités d'intervention pour ordinateur et accessoires informatiques sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

« 2.7.2. Modalités a) Intervention dans le coût limité à :

1. — P.C. de bureau avec logiciels de base :	41 000 F
— Imprimante :	7 500 F
— Ecran 17" :	24 000 F
— Ecran 20" :	49 000 F
— Ecran 21" :	65 000 F
2. — P.C. portable :	70 000 F
3. — Barrette braille :	
pour une version 40 cellules piezo électriques	263 000 F
pour une version 80 cellules piezo électriques	525 000 F
s'il est démontré que cette version est justifiée par rapport à une version 40 cellules	
— Logiciel d'accès à la barrette braille pour windows :	80 000 F
4. — Synthétiseur vocal :	57 000 F
— Programme d'accès pour lecture d'écran de synthèse vocale sous windows :	20 000 F
5. — Carte d'agrandissement pour écran d'ordinateur :	105.000 F
— Logiciel d'agrandissement :	28 000 F
6. — Scanner avec programme de reconnaissance optique des caractères :	163 000 F
7. — Imprimante Braille :	147 000 F

b) En vue de l'application de l'article 12 du présent arrêté, la contribution du demandeur s'applique à chaque groupe d'aides matérielles repris sous les rubriques 1 à 6 décrites ci-dessus.

**Art. 12.** Au point 3 de l'annexe du même arrêté, les mots « (ouate cellulosique et culottes en plastiques ou langes) » sont remplacés par les mots « (protections ou changes anatomiques ou complets) ».

**Art. 13.** A l'alinéa c) du point 3.1. de l'annexe du même arrêté, les mots « 6 ans » sont remplacés par les mots « 4 ans ».

**Art. 14.** Au point 3.2. de l'annexe du même arrêté, l'alinéa b) est supprimé et remplacé par la disposition suivante : « b) La justification médicale pour ce matériel doit être renouvelée au moins tous les deux ans sauf s'il s'avère que la pathologie est acquise à vie ».

**Art. 15.** Au point 5.4.1. de l'annexe du même arrêté, les conditions d'intervention pour l'adaptation d'une voiture sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

« 5.4.1. Conditions et modalités générales d'intervention

a) La nature et la gravité du handicap doivent justifier l'adaptation.

b) La personne handicapée doit conduire le véhicule elle-même et fournir une copie de son permis de conduire éventuellement adapté et/ou d'un certificat d'aptitude à la conduite.

Si la personne handicapée est passagère, une intervention est aussi possible mais uniquement pour aménager l'accès au véhicule.

c) Le Fonds peut exiger que la demande soit accompagnée d'un rapport du CARA (Centre d'adaptation à la route pour automobilistes handicapés).

d) Si le véhicule doit être réparé ou remplacé par suite d'un accident, l'adaptation ne sera pas prise en charge une deuxième fois; dès lors la personne handicapée doit prendre les dispositions nécessaires en matière d'assurance.

e) Délai de renouvellement : 5 ans; ce délai est fixé à 3 ans pour les adaptations effectuées sur un véhicule acheté d'occasion avec au moins 6 ans d'âge.

f) En cas de changement de véhicule avant le délai prévu au point e), une intervention pour le renouvellement de l'adaptation n'est possible que si le Fonds a marqué son accord préalablement au changement du véhicule suite à un usage professionnel intensif de celui-ci ou à une aggravation du handicap.

g) En aucun cas, le montant total de prise en charge des différentes adaptations permettant à la personne handicapée d'avoir accès au véhicule ne pourra dépasser 320 000 F hors TVA.

h) Sur un véhicule acheté d'occasion, le montant de l'intervention est diminué de 20 % par année d'âge du véhicule, à partir de 6 ans et avec une diminution maximale de 60 %. Pour calculer l'âge de la voiture, il est tenu compte du mois et de l'année de 1ère mise en circulation.

i) L'intervention ne peut être payée que sur production d'une copie de l'attestation d'agrément du véhicule transformé.

j) Aucune intervention n'est accordée pour une adaptation existante sur un véhicule acheté d'occasion.

k) Aucune intervention n'est accordée pour la direction assistée.

l) Les commandes électriques des vitres et rétroviseurs, et la télé commande d'ouverture des portes ne pourront faire l'objet d'une intervention que si elles constituent des options représentant un coût supplémentaire par rapport au modèle de base du véhicule ».

**Art. 16.** Au point 5.4.2 de l'annexe du même arrêté, les modalités d'intervention pour l'adaptation d'une voiture sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

« 5.4.2. Modalités spécifiques avec montants maxima de prise en charge.

5.4.2.1. Adaptation de la conduite :

— Commandes d'accélérateur et freins sous le volant 40 000 F

— Commandes d'accélérateur et freins sur le volant

— système mécanique 60 000 F

— système électronique 90 000 F

— Transmission automatique 32 000 F

— Transmission semi-automatique 53 500 F

— Déplacement de la pédale d'accélérateur 10 000 F

— Pédale d'accélérateur d'origine amovible 8 000 F

— Pédale de frein rabattable 9 000 F

— Déplacement des commandes électriques 60 000 F

— Boule vissée au volant 1 300 F

— Modification de la direction assistée d'origine type « TETRA » 40 000 F

5.4.2.2 Adaptations pour fonctions secondaires :

— Réglage électrique du siège conducteur 30 000 F

— Ceinture de type harnais 8 000 F

— Commande électrique des vitres à l'avant 12 000 F

des rétroviseurs 8 500 F

— Télécommande ouverture portes 4 000 F

5.4.2.3. Accès au véhicule :

— Siège pivotant 32 000 F

— Siège pivotant sortant 43 000 F

— Lève-personne pour voiture (non prévu pour le fauteuil roulant) 106 000 F

5.4.2.4 Accès au véhicule avec le fauteuil roulant :

— Plateau élévateur en porte arrière ou latérale 200 000 F

— Rampes d'accès amovibles 25 000 F

— Rails et kit de fixation 35 000 F

5.4.2.5 Aides pour le chargement du fauteuil roulant à l'intérieur d'une voiture :

a) Chargement dans l'habitacle par bras manipulateur + modification portière 189 000 F

b) Chargement dans le coffre par bras manipulateur

— fauteuil roulant manuel pliant 64 380 F

— fauteuil roulant électrique 107 922 F

5.4.2.6. Adaptation de la structure du véhicule pour augmenter son accessibilité :

— Abaissement plancher arrière 270 000 F

— Rehaussement du toit 25 000 F

— Revêtement du plancher 25 000 F »

**Art. 17.** Le point 5.4. de l'annexe du même arrêté est complété par un point 5.4.3. : « 5.4.3 En vue de l'application de l'article 12 du présent arrêté, la contribution du demandeur s'applique à chaque groupe d'aides matérielles repris aux points 5.4.2.1 à 5.4.2.6 ci-dessus ».

**Art. 18.** Le point 6. de l'annexe à l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 25 janvier 1996 fixant les critères et les modalités d'interventions dans l'aide matérielle individuelle indispensable à l'intégration sociale ou professionnelle des personnes handicapées est remplacé par les dispositions suivantes :

« 6. Accompagnement pédagogique

6.1. Conditions

a) Le demandeur doit être atteint :

— soit d'une déficience visuelle,

— soit d'une déficience auditive,

— soit d'une lésion cérébrale ou d'une lésion neurologique centrale associée éventuellement à un handicap moteur des membres supérieurs, entraînant des difficultés importantes qui ne peuvent être suffisamment compensées par des aides techniques et qui justifient la nécessité d'un accompagnement pédagogique.

b) Le demandeur doit suivre :

— soit des études supérieures universitaires ou non, reconnues par la Communauté française,

— soit une formation professionnelle qualifiante organisée, reconnue ou subventionnée par un pouvoir public et organisée sur les territoires, soit de la Région de Bruxelles-Capitale, soit de la Région wallonne.

c) L'accompagnement pédagogique doit être assuré par une structure reconnue à ce titre par le Collège de la Commission communautaire française ou par l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées.

d) Un examen psycho-pédagogique sur les capacités du demandeur peut être requis à l'initiative du Fonds.

#### 6.2. Modalités

a) L'intervention a trait :

— à l'aide pédagogique spécifique à l'étudiant ou au stagiaire (explications orales, répétition, tutelle scientifique,...) qui a lieu en dehors des heures de cours ou de formation,

— aux prestations d'interprétariat en langue des signes ou d'autres aides à la communication qui ont lieu pendant ou en dehors des heures de cours ou de formation.

b) Intervention dans le coût limitée à 750 F. par heure avec un maximum annuel de 450 heures pour les personnes atteintes d'une déficience visuelle, 600 heures pour les personnes atteintes d'une déficience auditive et 250 heures pour les personnes atteintes d'une lésion cérébrale ou d'une lésion neurologique centrale.

c) En vue de l'application de l'article 12 du présent arrêté, il faut considérer par aide matérielle, l'accompagnement pédagogique réalisé pendant une année scolaire ou pendant une session de formation de durée équivalente.

d) Quand la durée de l'enseignement ou de la formation ne couvre pas un horaire complet de plein exercice, le nombre maximum d'heures pris en considération sous b) est réduit proportionnellement. »

**Art. 19.** Au point 7.2. de l'annexe du même arrêté le mot « monolift » est remplacé par le mot « monte-escaliers ».

Le point 7.2.1 de l'annexe du même arrêté est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« 7.2.1 Conditions.

a) La nature et la gravité du handicap doivent justifier l'adaptation.

b) Conditions de propriété : voir 7.1.1. c).

c) Le Fonds peut exiger une attestation par un organisme de contrôle agréé spécifiant le respect des normes de sécurité et de conformité en vigueur ».

**Art. 20.** Le point 7.3.1. de l'annexe du même arrêté est complété par la phrase suivante : « La nature et la gravité du handicap doivent justifier l'équipement. »

**Art. 21.** Au point 7.4. de l'annexe du même arrêté, les mots " Lit hydraulique ou électrique " sont supprimés et remplacés par les mots suivants : « Lit et sommier à réglage hydraulique ou électrique ».

**Art. 22.** Au point 7.4.2. de l'annexe du même arrêté, les mots « lit réglable » sont remplacés par le mot « réglage ».

**Art. 23.** Au point 7.5. de l'annexe du même arrêté, le mot « Soulève-malade » est remplacé par le mot « Lève - personne ».

**Art. 24.** Au point 7.5.2 de l'annexe du même arrêté, les modalités d'intervention figurant à la rubrique 4 sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

« 4. Electriques

a) matériel sur roulettes : 107 000 F

b) matériel suspendu par rail : dans une pièce : 150 000 F

dans plusieurs pièces : 200 000 F »

**Art. 25.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> jour du mois qui suit sa publication au *Moniteur belge*, sauf l'article 18 qui entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 1998.

Bruxelles, le 24 septembre 1998.

Pour le Collège de la Commission communautaire française :

Ch. PICQUE,

Membre du Collège chargé de l'Aide aux personnes.

H. HASQUIN,

Président du Collège chargé du Budget.

—  
VERTALING

**24 SEPTEMBER 1998. — Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het besluit van 25 januari 1996 tot vaststelling van de criteria en de wijze van tegemoetkoming in de individuele hulp in de vorm van materiële goederen welke noodzakelijk is voor de sociale integratie van gehandicapten of hun inschakeling in het arbeidsproces**

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op artikelen 138 en 178 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 16 maart 1954 op de controle van bepaalde instellingen van openbaar nut, inzonderheid artikel 8, gewijzigd bij koninklijk besluit nr. 88 van 11 november 1967;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 83, § 3, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op artikel 4, 1<sup>o</sup>, van de decreten van 19 en 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van bepaalde bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 betreffende de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, inzonderheid op artikelen 6, 9° en 14°, 8 en 30;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 25 januari 1996 tot vaststelling van de criteria en nadere regels voor tegemoetkomingen in de individuele materiële hulp die onontbeerlijk is voor de sociale integratie van gehandicapten of hun inschakeling in het arbeidsproces, inzonderheid op artikel 13, eerste lid, en de bijlage, gewijzigd bij de besluiten van 27 juni 1996 en 22 mei 1997;

Overwegende dat het van belang is enerzijds de bepalingen vermeld in de bijlage van het besluit betreffende de individuele materiële hulp aan te passen aan de evolutie van de beschikbare technieken en de kostprijs ervan en anderzijds bepaalde criteria en nadere regels voor de tegemoetkomingen die zijn toegekend aan de gehandicapten in het raam van de pedagogische begeleiding waarvan ze kunnen genieten, te wijzigen;

Gelet op het advies van de Afdeling « Gehandicapten » van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Welzijn en Gezondheid van 2 april 1998;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën van 12 mei 1998;

Gelet op het akkoord van het Lid van het College, belast met Begroting, van 16 juni 1998;

Gelet op de beraadslaging van het College van 18 juni 1998 over het verzoek om advies binnen de maand;

Gelet op het advies van de Raad van State van 22 juli 1998 overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op voordracht van het Lid van het College, belast met Bijstand aan Personen,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet krachtens artikel 138 van de Grondwet.

**Art. 2.** In artikel 13, eerste lid, van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 25 januari 1996 tot vaststelling van de criteria en nadere regels voor tegemoetkomingen in de individuele materiële hulp die onontbeerlijk is voor de sociale integratie van gehandicapten of hun inschakeling in het arbeidsproces, wordt het woord « eventueel » geschrapt.

**Art. 3.** Punt 1.2. van de bijlage bij dit besluit wordt aangevuld met het volgende lid :

« Vanaf 1 januari 1999 wordt de jaarlijkse indexeringsformule op 1 januari (jaar n) gewijzigd als volgt :

Bedrag toegepast op 31 december van jaar n-1 x gezondheidsindex van de maand december van jaar n-1 ».

gezondheidsindex van de maand december van jaar n-2

**Art. 4.** Punt 2.1.1.b) van de bijlage bij dit besluit wordt aangevuld met de volgende woorden : « of door een gemotiveerd voorschrift vanwege een oogspecialist. »

**Art. 5.** Punt 2.1.2. van de bijlage bij dit besluit wordt aangevuld met de volgende zin : « Dit bedrag is niet van toepassing op het model voorzien van een camera voor het bord. »

**Art. 6.** Punt 2.2. van de bijlage bij dit besluit wordt opgeheven.

**Art. 7.** In punt 2.3. van de bijlage bij dit besluit worden de woorden « Phonic Ear, Oticon en dergelijke apparaten » vervangen door de woorden « Draadloze geluidszender - FM-apparatuur ».

**Art. 8.** In punt 2.4. van de bijlage bij dit besluit wordt het woord « Miniphonator » vervangen door « vibro-tactielezender ».

**Art. 9.** In punt 2.5.2.2. van de bijlage bij dit besluit wordt het bedrag « 12 000 frank » vervangen door « 8 500 frank ».

**Art. 10.** In punt 2.7.1. c) van de bijlage bij dit besluit wordt de zin « In alle gevallen is er een voorschrift van een geneesheer-specialist vereist » vervangen door « Desgevallend kan een medisch voorschrift worden geëist ».

**Art. 11.** In punt 2.7.2. van de bijlage bij dit besluit worden de modaliteiten voor de tegemoetkoming voor een computer en informaticamateriaal geschrapt en vervangen door de volgende bepalingen :

« 2.7.2. Modaliteiten

a) Tegemoetkoming in de kostprijs beperkt tot :

1. — P.C. met basispakket aan software :	41 000 F
— Printer :	7 500 F
— Scherm 17" :	24 000 F
— Scherm 20" :	49 000 F
— Scherm 21" :	65 000 F
2. — Draagbare PC :	70 000 F
3. — Braille-leeslijn :	
voor een versie 40 piëzo-electrische cellen	263 000 F
voor versie 80 piëzo-electrische cellen	525 000 F
indien aangetoond is dat deze versie gerechtvaardigd is ten opzichte van een 40-cellenversie	
— Software voor toegang tot de braille-leeslijn voor windows :	80 000 F
4. — Stemsynthesizer :	57 000 F
— Toegangsprogramma voor de lezing van een scherm voor stemsynthese onder windows	20 000 F
5. — Vergrotingskaart voor computerscherm :	105.000 F
— Vergrotingssoftware :	28 000 F
6. — Scanner met programma voor optische herkenning van karakters :	63 000 F
7. — Brailleprinter	147 000 F

Met het oog op de toepassing van artikel 12 van dit besluit is de bijdrage van de aanvrager van toepassing op elke groep van materiële hulp vermeld onder volgende rubrieken 1 tot 6.

**Art. 12.** In punt 3 van de bijlage bij dit besluit worden de woorden « (cellulosewatten en plastic onderbroekjes of wegwerpluiers) » vervangen door « (anatomische of volledige beschermers of wegwerpluiers) ».

**Art. 13.** In lid *c*) van punt 3.1. van de bijlage bij dit besluit worden de woorden « 6 jaar » vervangen door « 4 jaar ».

**Art. 14.** In punt 3.2. van de bijlage bij dit besluit wordt lid *b*) geschrapt en vervangen door de volgende bepaling : « *b*) De medische verantwoording voor dit materieel moet om de twee jaar worden hernieuwd behalve indien blijkt dat de pathologie ongeneeslijk is. »

**Art. 15.** In punt 5.4.1. van de bijlage bij dit besluit worden de voorwaarden voor de tegemoetkoming in de aanpassing van een wagen geschrapt en vervangen door de volgende bepalingen :

« 5.4.1. Algemene voorwaarden en modaliteiten voor tegemoetkoming

a) De aard en ernst van de handicap moeten de aanpassing rechtvaardigen.

b) De gehandicapte moet zelf het voertuig besturen en een afschrift van zijn eventueel aangepast rijbewijs en/of een getuigschrift van rijvaardigheid voorleggen.

Indien de gehandicapte passagier is, is een tegemoetkoming eveneens mogelijk maar dan enkel voor de inrichting van de toegang tot het voertuig.

c) Het Fonds kan eisen dat bij de aanvraag een verslag van het CARA (Centrum voor de aanpassing aan het rijden van gehandicapte automobilisten) wordt gevoegd.

d) Indien het voertuig dient te worden hersteld of vervangen naar aanleiding van een ongeval, dan wordt de aanpassing geen tweede keer ten laste genomen; de gehandicapte moet dan de nodige maatregelen treffen wat betreft de verzekering.

e) Hernieuwingstermijn : 5 jaar; deze termijn wordt vastgesteld op 3 jaar voor de aanpassingen aan een tweedehandsvoertuig dat minstens 6 jaar oud is.

f) Ingeval van vervanging van een wagen vóór de termijn bedoeld in punt *e*) is een tegemoetkoming in de hernieuwing van de aanpassing slechts mogelijk indien het Fonds zijn voorafgaande toestemming heeft gegeven aan de vervanging van het voertuig wegens een intensief gebruik om beroepsredenen of een verergering van de handicap.

g) Het totaalbedrag van de tenlasteneming van de verschillende aanpassingen die de gehandicapte in staat stellen zich toegang te verschaffen tot het voertuig mag geenszins hoger zijn dan 320 000 F (exc. BTW).

h) Voor een tweedehandsvoertuig wordt het bedrag met 20 % verminderd per ouderdomsjaar van het voertuig eens het zes jaar oud is en met een maximale vermindering van 60 %. Voor de berekening van de ouderdom van het voertuig wordt rekening gehouden met de maand en jaar waarin het voertuig voor het eerst in het verkeer werd gesteld.

i) De tegemoetkoming wordt slechts betaald op voorlegging van een afschrift van het attest tot erkenning van het omgebouwde voertuig.

j) Geen enkele tegemoetkoming wordt toegekend voor een reeds doorgevoerde aanpassing aan een tweedehands-wagen.

k) Geen enkele tegemoetkoming wordt toegekend voor de stuurbevoegdiging.

l) Er is slechts een tegemoetkoming voor de elektrische bediening van de ruiten en achteruitkijkspiegels en de afstandsbediening voor het openen van de portieren als deze opties zijn die meer kosten ten opzichte van het standaardmodel van het voertuig ».

**Art. 16.** In punt 5.4.2. van de bijlage bij dit besluit worden de nadere regels voor de tegemoetkoming in de aanpassing van een wagen geschrapt en vervangen door de volgende bepalingen :

« 5.4.2. Specifieke modaliteiten met maximumbedragen voor de tenlasteneming.

5.4.2.1. Aanpassing van het rijden :

— Bediening van gas en remmen onder het stuur	40 000 F
— Bediening van gas en remmen op het stuur	
mechanisch systeem	60 000 F
electronisch systeem	90 000 F
— Automatische koppeling	32 000 F
— Half-automatische koppeling	53 500 F
— Verplaatsing van het gaspedaal	10 000 F
— Verwijderbare gaspedaal	8 000 F
— Opklapbare rempedaal	9 000 F
— Verplaatsing van de elektrische bediening	60 000 F
— Kogel geschroefd op het stuur	1 300 F
— Wijziging van de stuurbevoegdiging van het type « TETRA »	40 000 F

5.4.2.2. Aanpassingen voor secundaire functies :

— Elektrische regeling van de chauffeurszetel	30 000 F
— Gordel van het type harnas	8 000 F
— Elektrische bediening van de voorruit	12 000 F
van de achteruitkijkspiegels	8 500 F
— Afstandsbediening voor het openen der portieren	4 000 F

5.4.2.3. Toegang tot de wagen :

— Draaibare zetel	32 000 F
-------------------	----------

— Verwijderbare draaibare zetel	43 000 F
— Hefstoel voor personen in wagen (niet voorzien voor rolstoelen)	106 000 F
5.4.2.4. Toegang tot de wagen met rolstoel :	
— Liftplatform aan achter- of zijdeur	200 000 F
— Verplaatsbare toegangsplatformen	25 000 F
— Rails en bevestigingskit	35 000 F
5.4.2.5. Hulpmiddelen voor het laden van de rolstoel binnenin een wagen	
a) Laden in de cabine via een manoeuvreerbare arm + ombouw portier	189 000 F
b) Laden in de kofferbak via manoeuvreerbare arm	
— manuele vouwbare rolstoel	64 380 F
— elektrische rolstoel	107 922 F
5.4.2.6. Aanpassing van de structuur van de wagen voor een betere toegankelijkheid :	
— Verlaging achterplank	270 000 F
— Ophoging dak	25 000 F
— Bekleding plank	25 000 F »

**Art. 17.** Punt 5.4. van dit besluit wordt aangevuld met punt 5.4.3. :

« 5.4.3. Met het oog op de toepassing van artikel 12 van dit besluit is de bijdrage van de aanvrager van toepassing op elke groep materiële hulpmiddelen vermeld onder volgende punten 5.4.2.1. tot 5.4.2.6 ».

**Art. 18.** Punt 6 van de bijlage bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 25 januari 1996 tot vaststelling van de criteria en modaliteiten voor tegemoetkomingen in de individuele materiële hulp die onontbeerlijk is voor de sociale integratie van gehandicapten of hun inschakeling in het arbeidsproces, wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« 6. Pedagogische begeleiding

6.1. Voorwaarden

a) De aanvrager moet lijden aan :

— hetzij een visuele deficiëntie,

— hetzij een auditieve deficiëntie

— hetzij een hersenletsel of een aandoening aan het centrale zenuwstelsel die eventueel gepaard gaat met een motorische handicap aan de bovenste ledematen die ernstige moeilijkheden meebrengen die niet afdoende kunnen worden gecompenseerd met technische hulpmiddelen en die pedagogische begeleiding rechtvaardigen.

b) De aanvrager moet :

— hetzij al dan niet universitaire studies volgen die erkend zijn door de Franse Gemeenschap,

— hetzij een kwalificerende beroepsopleiding volgen die is ingericht, erkend of gesubsidieerd door een overheid en die is ingericht in hetzij het Brussels Hoofdstedelijk Gewest hetzij het Waalse Gewest;

c) De pedagogische begeleiding dient te gebeuren door een structuur die daartoe is erkend door het College van de Franse Gemeenschapscommissie of door het Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées.

d) Het Fonds kan een psycho-pedagogisch onderzoek over de capaciteiten van de aanvrager eisen.

6.2. Modaliteiten

a) De tegemoetkoming heeft betrekking op :

— de specifieke pedagogische hulp aan de student of stagiair (mondelinge uitleg, herhaling, wetenschappelijk toezicht,...) die plaatsvindt buiten de les- of opleidingsuren,

— het tolken in gebarentaal of andere communicatiemiddelen die plaatsvinden tijdens of buiten de les- of opleidingsuren.

b) Tegemoetkoming in de kostprijs beperkt tot 750 F per uur met een jaarlijks maximum van 450 uren voor de personen die lijden aan een visuele deficiëntie, 600 uren voor de personen die lijden aan een auditieve deficiëntie en 250 uren voor de personen met een hersenletsel of een aandoening aan het centrale zenuwstelsel.

c) Met het oog op de toepassing van artikel 12 van dit besluit dient materiële hulp te worden begrepen als de pedagogische begeleiding tijdens een schooljaar of gedurende een opleidingssessie met een gelijkaardige duur.

d) Wanneer de duur van het onderwijs of van de vorming geen volledig voltijds uurrooster beslaat, wordt het onder b) vermelde maximumaantal uren verhoudingsgewijs verminderd. »

**Art. 19.** In punt 7.2. van de bijlage bij dit besluit wordt het woord « monolift » vervangen door « traplift ».

Punt 7.2.1. van de bijlage bij dit besluit wordt geschrapt en vervangen door de volgende bepalingen :

« 7.2.1. Voorwaarden.

a) De aard en ernst van de handicap moeten de aanpassing rechtvaardigen.

b) Eigendomsvoorwaarden : zie 7.1.1.c).

c) Het Fonds kan vragen om een getuigschrift door een erkend controle-orgaan waarin de naleving van de geldende veiligheids- en conformiteitsnormen zijn verduidelijkt ».

**Art. 20.** Punt 7.3.1. van de bijlage van dit besluit wordt aangevuld met de volgende zin : « De aard en ernst van de handicap moeten de uitrusting rechtvaardigen ».

**Art. 21.** In punt 7.4. van de bijlage bij dit besluit worden de woorden « Hydraulisch of elektrisch bed » geschrapt en vervangen door de volgende woorden « Bed en matras met hydraulische of elektrische regeling ».

**Art. 22.** In punt 7.4.2. van de bijlage bij dit besluit worden de woorden « bed regelbaar » vervangen door het woord « regeling ».

**Art. 23.** In punt 7.5. van de bijlage bij dit besluit wordt het woord « IJzeren verpleegster » vervangen door het woord « Heftoestel ».

**Art. 24.** In punt 7.5.2. van de bijlage bij dit besluit worden de nadere regelen voor de tegemoetkoming die zijn vermeld onder rubriek 4 geschrapt en vervangen door de volgende bepalingen :

« 4. De elektrische	
a) materieel op wieltes :	107 000 F
b) materieel aan rail : in één stuk :	150 000 F
in meerdere stukken :	200 000 F »

**Art. 25.** Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand die volgt op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*, behalve artikel 18, dat in werking treedt op 1 september 1998.

Brussel, 24 september 1998.

Namens het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

Ch. PICQUE,

Lid van het College belast met Bijstand aan Personen.

H. HASQUIN,

Voorzitter van het College.



F. 98 — 2919

[S - C - 98/31437]

**24 SEPTEMBRE 1998. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté du 25 janvier 1996 réglant la reconnaissance des structures d'accompagnement pédagogique des personnes handicapées suivant des études ou une formation professionnelle**

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu les articles 138 et 178 de la Constitution;

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 8, modifié par l'arrêté royal n° 88 du 11 novembre 1967;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 83, § 3, modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu l'article 4, 1°, des décrets des 19 et 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, notamment l'article 6, 6°, 9° et 14°;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 25 janvier 1996 réglant la reconnaissance des structures d'accompagnement pédagogique des personnes handicapées suivant des études ou une formation professionnelle, notamment les articles 3, 4, alinéa 2, et 5, 5° et 6°;

Vu la délibération du Collège du 18 juin 1998 sur la demande d'avis dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 22 juillet 1998, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant qu'il importe d'adapter les conditions générales de reconnaissance des structures d'accompagnement pédagogique en vue de répondre mieux aux besoins des personnes handicapées;

Vu l'avis de la Section « Personnes handicapées » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé du 2 avril 1998;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances du 12 mai 1998;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du Budget du 16 juin 1998;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de l'Aide aux personnes,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution en vertu de l'article 138 de celle-ci.

**Art. 2.** L'article 3 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 25 janvier 1996 réglant la reconnaissance des structures d'accompagnement pédagogique des personnes handicapées suivant des études ou une formation professionnelle est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 3. Les structures ont pour mission :

1° l'encadrement pédagogique des personnes handicapées admises au bénéfice des dispositions régionales ou communautaires en matière d'intégration des personnes handicapées et qui sont atteintes :

— soit d'une déficience visuelle,

— soit d'une déficience auditive,

— soit d'une lésion cérébrale ou d'une lésion neurologique centrale associées éventuellement à un handicap moteur des membres supérieurs,

entraînant des difficultés importantes qui ne peuvent être suffisamment compensées par des aides techniques,

et qui suivent :

— soit des études supérieures universitaires ou non, reconnues par la Communauté française,